

Jacques Godbout, *La participation contre la démocratie*,  
Éditions coopératives Albert Saint-Martin, Montréal, 1983.

André Vachet

Numéro 7, hiver 1985

Projection internationale du Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040492ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040492ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vachet, A. (1985). Compte rendu de [Jacques Godbout, *La participation contre la démocratie*, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, Montréal, 1983.] *Politique*, (7), 165–170. <https://doi.org/10.7202/040492ar>

**Jacques Godbout**, *La participation contre la démocratie*, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, Montréal, 1983.

Planification, décentralisation, régionalisation, participation, rationalisation, contraintes, restrictions, déréglementation... Autant de mots-clefs, autant d'idées-forces, autant de modes, qui, depuis 1960, ont émaillé successivement notre discours social et administratif et habillé notre volonté politique de modernisation et de progrès. La participation fut sans aucun doute le grand thème de la fin des années 1960 et du début des années 1970; période bercée en effet par le rêve d'une société où la participation, voie privilégiée de la contestation, viendrait doubler ou même remplacer cette vieille démocratie de représentation et de délégation plus ou moins paralysée par le développement des structures technobureaucratiques du pouvoir. Il n'y avait donc alors de moderne et d'avant-garde que la participation. Plus précisément on a cru alors, non sans contradiction, que la modernisation passait également par la rationalisation et le développement des appareils de gestion sociale et l'extension des processus et des organes de participation. Il fallait donc participer et «organiser» la participation, l'institutionnaliser, l'imposer même... Là était le salut! Des entreprises de participation les plus diverses virent le jour et furent implantées dans des terrains les plus stériles et les moins préparés. Qu'à cela ne tienne, la volonté politique y était et il y aura des animateurs, des «spécialistes» de la participation, pour l'entraîner (dans les deux sens du mot)! Nombreuses furent alors les expériences généreuses qui se réclamèrent de cette mode ou s'en couvrirent pour fonder leur légitimité.

L'ouvrage de Jacques Godbout propose un bilan de certaines de ces expériences, de quelques-unes qui impliquent d'une façon ou de l'autre la participation des usagers (BAEQ, groupes populaires et maisons de quartiers, CLSC, création de la Communauté urbaine

de Québec, grève des permanents syndicaux de la CSN). Ce bilan, qui pour une bonne part utilise et résume des recherches poursuivies depuis vingt ans, comprend une remise en contexte théorique et une critique sévère qui se refuse cependant à une condamnation sans appel (p. 7, 152).

De l'ensemble de ses observations, l'auteur tire diverses constatations qu'il faut schématiser pour saisir la justification des conclusions qu'il en tire.

D'abord et de façon significative, il résulte de l'analyse des expériences de participation que celles-ci ont rarement surgi d'une «demande» venant de la base. Rarement, elles furent spontanées et imposées au pouvoir traditionnel en place par les exigences des participants potentiels. Au contraire, ou bien elles furent une initiative et une création de ce même pouvoir qui tenta de les imposer pour ainsi se rapprocher de sa «clientèle» (p. 59; 126, 134, 156), ou bien elles furent le fait de ceux qui dans les organisations «détiennent un pouvoir dont la source est étrangère au processus démocratique» (p. 7). Dans le premier cas, il est facile de constater qu'ultimement la participation recouvre une stratégie d'extension du pouvoir, tandis que dans le second, il s'agit ultimement d'une arme dans une lutte d'intérêt, dans une lutte de pouvoir, dans une lutte pour la légitimation d'un pouvoir effectif (p. 138).

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si en conséquence le pouvoir réel a rarement été «remis» à la masse des participants (p. 130, 159). Pratiquement la participation a rarement élargi l'accès au pouvoir réel pour les usagers des organisations, ce pouvoir se déplaçant plutôt des représentants élus aux professionnels des organisations (employés, techniciens, militants) sans rejoindre la base des participants. La participation n'accorde pas alors de nouveaux pouvoirs (p. 59, 134-145), elle les transfère plutôt à de nouvelles élites définies soit en terme de compétence, soit en terme de mobilisation (p. 138-139).

Enfin troisième constatation qui découle des deux premières : les expériences de participation sont peu porteuses de changement pour les participants eux-mêmes. Elles leur apportent peu directement. Elles visent d'abord plutôt le bon fonctionnement des organisations. Malgré les discours idéologiques, la participation est conçue et implantée plus comme un mécanisme d'insertion des pouvoirs (p. 126), comme un processus de gestion ou comme une fonction d'efficacité que comme une voie de formation et de développement humain. Elle est facilement transformée en mécanisme d'intégration quand ce n'est pas en simple technique de «feed back» et de diffusion de l'information ou de vente d'un produit de gestion (p. 59, 126).

Ces constatations sont de conséquences. Selon Jacques Godbout, elles renversent les perspectives : si la participation est habituellement présentée ou perçue, selon le cas, comme un complément ou un correctif à la démocratie, elle en serait plutôt en pratique un substitut pour le moins ambigu, c'est-à-dire «une manière de se passer des mécanismes démocratiques pour ceux que le jeu démocratique dérange dans leur travail» (p. 7). C'est la thèse essentielle défendue et illustrée tout au long de l'ouvrage, la participation dans les cas étudiés (ils sont représentatifs) est toujours une entreprise de pouvoir. Sa pratique est effectivement l'instrument ou la voie de légitimation de la prise de pouvoir, de pouvoir *réel*, d'un «groupe montant» (tantôt les professionnels ou les techniciens tantôt les militants, p. 14), et cela en réclamant et en obtenant un pouvoir *formel* pour les usagers, consommateurs, clients, résidents etc. Ce pouvoir formel mine le pouvoir réel des représentants élus dans le cadre des structures de la démocratie de représentation et en permet le détournement au profit des fonctionnaires, employés ou militants des organisations. C'est le sens d'un titre qui ne se prétend aucunement provocateur!

Une telle thèse suppose évidemment des définitions précises. L'on aura d'abord compris que l'auteur réduit la démocratie à la

démocratie de représentation, démocratie électorale dont l'achèvement réside dans le suffrage universel (p. 38). Cette réduction n'est cependant jamais justifiée dans l'ouvrage où elle est d'ailleurs rendue confuse par la référence occasionnelle, sans plus de précision, à la « démocratie de participation » ou à la « démocratie de contact » (p. 136). D'autre part, la participation, se caractérisant par « le pouvoir direct des participants sur l'output » (p. 38), est explicitement réduite à la participation des usagers ou des consommateurs. Elle exclut spécifiquement celle des producteurs, travailleurs, employés, agents, etc, à laquelle est irréductible et à laquelle elle peut même s'opposer (p. 22-25; 167-172). C'est donc dire que dans un cas comme dans l'autre il y a réduction des significations, ce qui limite de beaucoup la portée de l'ouvrage et en remet peut-être même en cause l'universalité et la valeur des conclusions.

Et cela d'autant plus que derrière ces réductions, il y a un postulat théorique que l'auteur énonce bien mais hésite à justifier même si la validité de sa thèse en dépend, en effet la participation des usagers ne peut avoir la fonction qu'on y accorde que si la sphère de la consommation des biens, de l'utilisation des services, est au moins relativement indépendante de la sphère de la production et jouit d'un dynamisme et d'une efficacité propres qui peuvent être déterminants (p. 23). Ce postulat est attrayant, mais il n'est, dans l'ouvrage, qu'une hypothèse à confirmer, ce qui n'empêche pas l'auteur d'en tirer des conséquences intéressantes mais aussi aléatoires et incertaines que leur fondement.

En effet dans la mesure même de l'autonomie de la sphère de la consommation vis-à-vis de la production, la participation, même si et quand elle est une entreprise *de* pouvoir et, en un sens, une stratégie *du* pouvoir, ne s'y réduit pas entièrement. Demeure un résidu non intégré et non intégrable qui tient à une

logique de l'objectif (fut-il marqué idéologiquement) qui est indépendant des intentions de ceux qui l'énoncent (p. 162, 175-176). Plus spécifiquement, les expériences de participation semblent faire apparaître le conflit essentiel entre les producteurs et les usagers, conflit irréductible aux luttes de classe parce que non fondé sur les rapports de production, mais sur un rapport à un produit (nuance décisive cependant peu explicitée, p. 168).

Cette remise en cause du « caractère déterminant de la sphère de production » (p. 172) a pour conséquence immédiate de renvoyer dos à dos tant le déterminisme technologique (Galbraith) que le déterminisme des exigences objectives de la reproduction de la force de travail (Poulantzas, p. 171). Elle permet surtout de reconnaître que, prise radicalement, la participation des usagers s'oppose ultimement à la domination elle-même que n'atteint pas directement la participation des producteurs qui vise plutôt la fin de l'exploitation (p. 173). La participation résiste donc au pouvoir malgré les manipulations et les malfaçons. Elle résiste même au pouvoir masqué des « avant-gardes éclairées » et du « centralisme démocratique » dont peut s'accommoder la participation des producteurs. L'auteur en conclut donc que malgré tout, malgré ses analyses empiriques qui contredisent cette conviction, la participation demeure un « instrument dangereux » (p. 176) car, après avoir annoncé la fin de la division du travail (p. 24), elle contient la logique de la fin du pouvoir lui-même. Il faut donc en retenir et en restituer le caractère radical, mythique (Sorel) et utopique (p. 16, 24, 152, 176). C'est là l'extrême de la position de l'auteur.

Cette thèse est généreuse, attrayante, stimulante et peut-être féconde. À la limite, elle permettrait une reprise de la pensée critique en crise. Mais elle est fragile. L'espérance voudrait qu'elle soit mieux fondée théoriquement et empiriquement. Mieux fondée d'abord à partir d'une explicitation plus rigoureuse des concepts

(démocratie, produit, rapports de production, rapports aux produits etc.) et des principes qu'elle met en jeu (autonomie de la consommation, contradiction des rapports aux produits et des rapports de production, fin de la division du travail, etc.). Mieux fondée aussi sur l'analyse des pratiques contraires qui semblent la destiner plus à la fiction qu'à l'utopie! Mais il est peut-être juste, on le souhaite du moins, que, au delà des entreprises et des volontés immédiates, il y a vraiment une logique spécifique et autonome qui rend imprévisible l'histoire des faits et de la pensée et en nourrit l'ironie profonde qui se joue des stratégies et des stratagèmes!

Voilà pourquoi le livre de Jacques Godbout, malgré qu'il ne peut satisfaire le lecteur exigeant à cause de ses limites et de ses inconséquences, l'intéresse et le stimule. Il est peut-être prémonitoire d'un «possible-impossible», d'un possible bloqué par notre impossibilité à découvrir et à suivre les voies réelles de l'humanisation. De toute façon, d'ailleurs, cet ouvrage remet en cause certaines de nos certitudes qui bien souvent nous hypnotisent plus par leur répétition que par leur évidence. Ce qui n'est pas aussi un mince mérite!

André Vachet  
Université d'Ottawa